

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRENTETROIS

Port de Vienne Sud - ZI Salaise
BP 339
38150 Salaise-sur-Sanne

Références : 2024-Is055TN2
Code AIOT : 0010400092

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2024 dans l'établissement TRENTETROIS implanté 457 Route de sablons 38150 Salaise-sur-Sanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le plan pluriannuel de l'inspection des installations classées, elle a principalement porté sur la prévention du risque incendie compte tenu du départ de feu récent qui a eu lieu sur l'installation dans la nuit du 20 au 21 juin 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRENTETROIS
- 457 Route de sablons 38150 Salaise-sur-Sanne
- Code AIOT : 0010400092
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Depuis le 1er janvier 2023, l'installation est exploitée par la société Trentetrois, une filiale de Rivagroup. Elle exerce principalement une activité de traitement en broyeur de déchets métalliques, qui est classée sous la rubrique ICPE n°3532. Au titre de ce classement, elle est soumise à la directive européenne sur les émissions industrielles, dite directive IED et à la mise en place des meilleures techniques disponibles transposées par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Cette activité vaut également au site d'être soumis à l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein de certaines installations de gestion de déchets soumises à autorisation.

L'installation est également encadrée par l'arrêté d'autorisation n°2003-08932 du 13 août 2003, dont les prescriptions ont été complétées par des arrêtés préfectoraux complémentaires comme l'arrêté du 10 avril 2013. L'installation a bénéficié du transfert d'agrément pour la dépollution, le démontage et le broyage de véhicules hors d'usage suite au changement d'exploitant. Le site est soumis aux dispositions de l'arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage.

L'exploitant avait porté à la connaissance de l'inspection des installations classées des modifications des conditions de démantèlement et de dépollution des déchets d'équipement électriques et électroniques (D3E) le 23 avril 2021. Le dossier indiquait notamment le changement de nature des D3E traités, avec une augmentation de la part de D3E non dépollués sur site et une diminution de la part de D3E dépollués, sans évolution du volume global de D3E traité. Les prescriptions appliquées à cette activité restent applicables. L'inspection a pris connaissance de ces modifications, sans impact sur le classement de l'activité et qui ne nécessitent pas de mise à jour des prescriptions ou du tableau des activités de l'installation.

Le site dispose d'un broyeur qui permet la découpe des différents entrants, des VHU et des platins en majorité. Le broyeur permet de séparer les différents types de ferrailles et l'acier broyé est transféré vers des aciéries du groupe. Ces aciéries produisent des armatures à béton et des treillis soudés. Le reste de la ferraille est transféré vers des sites de valorisation.

Depuis le changement d'exploitant, le broyeur fonctionne autour de 50% de ses capacités et l'organisation des activités du site a été révisée pour en tenir compte.

A noter qu'un incendie a eu lieu sur l'installation dans la nuit du 20 au 21 juin 2024, le feu a été rapidement maîtrisé et les services de secours sont intervenus.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Prévention risque incendie, plan de défense contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Confinement des eaux en cas d'accident ou d'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/08/2003, article 4.10.4	Demande d'action corrective	1 mois
7	Surveillance des rejets atmosphériques canalisés	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III de l'annexe 3.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention risque incendie, maîtrise du sinistre	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
4	Prévention risque incendie, enlèvement des batteries	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 7	Sans objet
6	Traçabilité des véhicules hors d'usage	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 13 ° de l'Annexe I	Sans objet

Enfin, la fiche de constat n°1 fait l'objet d'une demande de validation auprès de l'exploitant et ne relève pas de non-conformité.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté préfectoral du 10/04/2013, article 2	Demande de validation

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection visait principalement à faire le point sur l'application des nouvelles obligations réglementaires en matière de prévention du risque incendie, notamment en raison du départ de feu récent ayant eu lieu sur le site. L'inspection a également contrôlé les modalités de surveillance d'un point de rejet atmosphérique du broyeur et les modalités de traçabilité des véhicules hors d'usage. Des non-conformités ont été identifiées à l'occasion de la visite et des demandes d'actions correctives sont par conséquent adressées à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 10/04/2013, article 2		
Thème(s) : Situation administrative		
Prescription contrôlée : La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées à l'article 1.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2003-8932 du 13 août 2003 est modifiée comme suit:		
Nature des activités	N° nomenclature	Classement
Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m ² . Surface maximale utilisée : 50 000 m ²	2712-1a	A
Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliages de métaux ou de déchets d'alliages de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2771 et 2712, la surface étant supérieure ou égale à 1000 m ² . Surface maximale utilisée : 50 000 m ²	2713-1	A
Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782, la quantité de déchets traités étant: 1. supérieure ou égale à 10 t/j - 2 700 t/j de métaux, déchets de métaux, VHU dépollués broyés en moyenne - 3 900 t/j de métaux, déchets de métaux, VHU dépollués broyés en pointe - 300 t/j de Résidus de Broyage affinés en moyenne - 540 t/j de Résidus de Broyage affinés en pointe - 1 000 t/j de métaux pressés-cisaillés en moyenne - 1 500 t/j de métaux pressés-cisaillés en pointe	2791-1	A
Installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712 et 2719. 60 tonnes de batteries 25,6 tonnes d'électrolytes (H ₂ SO ₄)	2718	A
Travail mécanique des métaux et alliages, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW. Puissance totale installée : 7 500 kW (broyeur: 6 700 kW/ cisaille: 800 kW)	2560-1	A
Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables, installation de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalen de l'installation pour les liquides inflammables de la	1434-1b	DC

catégorie de référence (coefficient 1) étant supérieur ou égal à 1 m3/h mais inférieur à 20 m3/h. Débit équivalent: 10 m3/h		
Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques. Le volume susceptible d'être entreposé étant Supérieur ou égal à 100 m3 mais inférieur à 1 000 m3. 190 m3 de DEEE non dépollués 800 m3 de DEEE dépollués	2711	DC
Emploi et dépôt d'oxygène Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation: 1,21 tonne	1220	NC
Stockage de gaz inflammables liquéfiés Dépôt de propane liquéfié de 678 kg	1412	NC
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 et représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m ³ 2 cuves enterrées de 50 m ³ de gazole et fioul – Ceq<10 m ³	1432-2	NC
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas constaté de dépassements des capacités, des volumes ou des surfaces énoncées dans le tableau des activités du site.</p> <p>Le décret n° 2018-458 du 6 juin 2018 est venu corriger la nomenclature des ICPE, le tableau des activités du site doit par conséquent être mis à jour.</p> <p>Le tableau des activités du site n'intègre pas la rubrique ICPE n°3532, applicable à l'installation compte tenu de l'activité de broyage de déchets métalliques et du dépassement de la capacité de 75 tonnes par jour.</p> <p>Le tableau des activités ne tient pas compte du porter à connaissance du 23 avril 2021, informant l'inspection de modifications sur l'activité de démantèlement et de dépollution des déchets, sans impact sur le régime du classement de cette activité.</p>		
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de valider sous un mois la proposition de tableau des activités exercées sur son site présenté ici :</p>		
Nature des activités	N° nomenclature	Classement
Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : -traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération - traitement du laitier et des cendres	3532	A

- traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants Capacité en pointe de 3900 t/j		
Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ² Surface maximale utilisée : 50 000 m ²	2712-1	E
Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m ² Surface maximale utilisée : 50 000 m ²	2713-1	E
Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j - 2 700 t/j de métaux, déchets de métaux, VHU dépollués broyés en moyenne - 3 900 t/j de métaux, déchets de métaux, VHU dépollués broyés en pointe - 300 t/j de Résidus de Broyage affinés en moyenne - 540 t/j de Résidus de Broyage affinés en pointe - 1 000 t/j de métaux pressés-cisaillés en moyenne - 1 500 t/j de métaux pressés-cisaillés en pointe	2791-1	A
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou	2718-1	A

Mélanges 60 tonnes de batteries 25,6 tonnes d'électrolytes (H2SO4)		
Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1 000 kW Puissance totale installée : 7 500 kW (broyeur: 6 700 kW/ cisaille: 800 kW	2560-1	E
Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 5 m ³ /h, mais inférieur à 100 m ³ /h Débit équivalent: 10 m ³ /h	1434-1b	DC
Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques. Le volume susceptible d'être entreposé étant Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ . 800 m ³ de DEEE non dépollués 190 m ³ de DEEE dépollués	2711-2	DC
Proposition de suites : Demande de validation		
Proposition de délais : 1 mois		

N° 2 : Prévention risque incendie, maîtrise du sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise du sinistre
Prescription contrôlée : Maîtrise des sinistres. L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au

plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

Constats :

Le site a récemment été touché par un incendie qui a eu lieu dans la zone de réception des platins.

Le départ de feu a été détecté par un gardien de nuit à 00h37 qui a appliqué les consignes définies dans le plan de défense incendie. Il a attaqué le feu avec les moyens dont il disposait avant de prévenir les secours et l'astreinte de l'installation.

Les services de secours sont intervenus à 1h07, l'astreinte est également intervenue et à 1h20 le départ de feu était maîtrisé.

L'exploitant a notifié l'évènement à l'inspection des installations classées le jour même.

Le plan de défense incendie intègre les certificats de formation des personnes susceptibles d'intervenir en cas de sinistre, à l'exception du personnel extérieur à l'entreprise (notamment du gardien de nuit). L'exploitant a présenté une attestation de formation du gardien de nuit, ainsi qu'un livret de consignes donné à la société de gardiennage. Le personnel d'astreinte qui intervient en cas de sinistre est formé à la conduite des engins permettant si besoin de déplacer les îlots de déchets.

L'exploitant a présenté un compte rendu du dernier exercice incendie réalisé le 28 septembre 2023. Un prochain exercice est planifié avec le SDIS le 10 septembre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention risque incendie, plan de défense contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie.

Prescription contrôlée :

Plan de défense contre l'incendie.

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

L'exploitant a présenté son plan de défense incendie à l'inspection, daté de mars 2023.

Le contenu du plan est globalement satisfaisant, il manque seulement la justification des compétences du personnel extérieur au site qui est susceptible d'intervenir en cas d'alerte (gardien de nuit) que l'exploitant a présenté à l'inspection.

On retrouve un plan indiquant les zones de stockages de déchets (point 7.2 du plan), y compris des zones de stockage temporaire. L'inspection a constaté que des travaux étaient en cours sur la zone de stockage des platins et ces derniers étaient stockés dans la zone de chargement du broyeur, rendant le plan incohérent sur l'emplacement de ce stock ; le plan ETARE annexé au plan de défense incendie présente des incohérences ; le SDIS est passé sur le site le 22 mars 2024 pour sa mise à jour.

Le plan de défense incendie n'est pas affiché à l'entrée du site, ce dernier est conservé dans le poste de surveillance et est tenu à la disposition des services de secours par le gardien sur les périodes non ouvrées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant intégrera à son plan de défense incendie la justification des compétences du personnel de la société de gardiennage qui est susceptible d'intervenir en cas d'alerte, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.

Si cela s'avère pertinent avec la temporalité des travaux en cours et bientôt achevés, l'exploitant mettra à jour le plan de stockage pour que ce dernier soit cohérent avec la situation actuelle du site. Sinon, l'inspection rappelle à l'exploitant que le plan de défense incendie doit être tenu à jour pour être représentatif de la situation actuelle du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°4 : Prévention risque incendie, enlèvement des batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Enlèvement des batteries

Prescription contrôlée :

II. - La dépollution d'un moyen de transports hors d'usage s'effectue avant tout autre traitement. Lors de l'opération de dépollution, les batteries sont retirées, qu'elles constituent ou non la source d'énergie principale du moyen de transports hors d'usage.

III. - L'opération d'enlèvement de la batterie est réalisée selon les modalités suivantes :

- pour tous les moyens de transports hors d'usage, la batterie de démarrage est déconnectée dès réception du moyen de transports hors d'usage puis enlevée dudit moyen de transport hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;
- pour les moyens de transports hors d'usage électriques ou hybrides, un contrôle de sécurité de la batterie source d'alimentation principale est réalisé immédiatement par du personnel habilité, puis celle-ci est enlevée dudit moyen de transport hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;
- pour les moyens de transports hors d'usage accidentés :
 - les batteries de démarrage et de puissance sont retirées avant la fin du premier jour ouvré suivant la réception, sauf si le démontage de la batterie est impossible en moins de quatre heures ;
 - après enlèvement, les batteries issues de ces moyens de transport hors d'usage sont stockées séparément des autres batteries.

Constats :

L'activité de dépollution de véhicules hors d'usage (VHU) du site est limitée. L'atelier de dépollution ne comptait aucun véhicule le jour de la visite du site ; aucun n'a été réceptionné au cours du mois de juin 2024 d'après les données déclarées dans le logiciel de traçabilité Trackdéchets.

Le site admet très majoritairement des VHU dépollués, dont les batteries ont été retirées. Du personnel est chargé de la réception de ces derniers ; ils sont formés à l'enlèvement des batteries et au contrôle des lots admis pour vérifier l'absence d'éléments indésirables (exemples : batteries, extincteurs, bonbonnes de gaz etc.) avant qu'ils ne soient traités.

Parallèlement, des consignes sont données aux clients de l'exploitant : elles listent les éléments indésirables non admis sur le site et précisent que les véhicules électriques et hybrides ne sont pas admissibles sur le site.

Les véhicules pollués admis sont dépollués dans un atelier. Les véhicules électriques et hybrides ne sont pas admis. Des consignes sont affichées dans l'atelier de dépollution. Elles indiquent l'enlèvement des batteries en première étape. Le personnel dépolluant les véhicules est formé à cette mission, notamment à l'enlèvement des batteries. Des attestations de formations ont été présentées à l'inspection.

Les batteries retirées sont stockées dans une benne bâchée, séparément des autres déchets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Confinement des eaux en cas d'accident ou d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2003, article 4.10.4

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'incendies

Prescription contrôlée :

L'établissement sera équipé d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Il aura une capacité minimale de 600 m³. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Les eaux collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet doit respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté. Le bassin doit être maintenu, en temps normal, au niveau le plus bas techniquement admissible.

Constats :

L'inspection des installations classées a visité le bassin de rétention qui est divisé en plusieurs organes dont un bassin de confinement.

Le bassin de confinement était vide le jour de l'inspection, les vannes permettant sa mise en service sont constamment en place et la procédure relative à sa mise en service est affichée au niveau de ces dernières.

<p>Lors de l'incendie du 21 juin, le bassin de confinement a été mis en service et a permis de récolter 66 m³ d'eaux d'extinction. L'exploitant a fait appel à un prestataire pour traiter les eaux sur place. Les eaux ont été analysées avant d'être traitées, le traitement consistant à concentrer la pollution dans une fraction des eaux. La fraction des eaux la plus polluée a ensuite été évacuée vers un site de traitement de déchets dangereux (attesté par un bordereau de suivi de déchets dangereux) tandis que l'autre fraction a suivi le même process que les eaux de ruissellement du site, elles sont passées dans le bassin de décantation et dans le déshuileur avant d'être rejetées dans le Rhône.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La part des eaux d'incendies traitées qui ont été rejetées n'ont pas fait l'objet d'analyses avant leur rejet pour vérifier le respect des valeurs limites qui leurs étaient applicables. L'exploitant devra justifier à l'inspection de l'efficacité du traitement réalisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Traçabilité des véhicules hors d'usage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 13 de l'Annexe I</p>
<p>Thème(s) : Autre, Traçabilité des véhicules hors d'usage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>13° L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle en annexe III du présent arrêté). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.</i></p> <p>Article R.541-45 du code de l'environnement :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.</p> <p>Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de</p>

l'émetteur.

Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.

Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu la mise à jour du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause.

L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour.

Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques peuvent être prévues pour le ministère de la défense dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.

La tenue du système de gestion des bordereaux de suivi de déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Le récépissé de saisie est transmis par le déclarant à tout agent en charge du contrôle.

Sont exclues de ces dispositions, les personnes qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets conformément au règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, les ménages, les personnes qui sont admises à déposer des déchets dangereux dans des déchetteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux.

Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.

Constats :

L'inspection a pris connaissance des modalités de traçabilité des véhicules hors d'usage (VHU) appliquées par l'exploitant. Les VHU réceptionnés sont tracés à l'aide de bordereaux de suivi de déchets et les déchets dangereux sortants de l'installation sont également tracés à l'aide de bordereaux de suivis de déchets électroniques.

L'inspection a étudié le contenu de deux bordereaux de suivi de VHU :

- Le bordereau VHU-20230901-PE6N201PZ, créé le 01/09/2023 à 10:49

Ce dernier fait état de 139 tonnes de VHU tracées. L'ensemble des VHU étaient des VHU dépollués, qui présentent les mêmes caractéristiques (même code déchet, provenant du même centre VHU et réceptionnés le même jour) et qui peut être considéré comme un même lot de 148 VHU. On retrouve les numéros d'ordre des VHU sur le bordereau.

- Le bordereau VHU-20240628-GEW6NEF50 créé le 28 juin 2024, pour une réception des VHU le 2 mai 2024.

Ce bordereau a été émis après la réception des 6 VHU qu'il suivait. Le bordereau précise la bonne date de réception des véhicules et l'exploitant a présenté à l'inspection un bon d'entrée, qui est délivré lors de la réception des véhicules et dont le contenu est cohérent avec le bordereau émis a posteriori.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

A titre de remarque, l'inspection rappelle à l'exploitant que si les centres VHU ont l'obligation d'émettre les bordereaux de suivi de déchets, en tant que réceptionnaire des VHU dépollués, il a l'obligation de compléter ces bordereaux "en temps réel".

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des rejets atmosphériques canalisés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III de l'annexe 3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Exhaustivité et fréquence de surveillance

Prescription contrôlée :

III. - Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement mécanique de déchets

Effluents gazeux :

Traitement	Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Tous les traitements mécaniques des déchets	Poussières	5 mg/Nm ³ ou 10 mg/Nm ³ lorsqu'un filtre en tissu n'est pas applicable	semestrielle
Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	Retardateurs de flamme bromés (1)	/	annuelle
PCB de type dioxine (1)	/	annuelle	
Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V) (1)	/	annuelle	
PCDD/F (1)	/	annuelle	
COVT	/	semestrielle	
Traitement des DEEE contenant des FCV ou des HCV	CFC	10 mg/Nm ³	semestrielle

COVT	15 mg/Nm3	semestrielle	semestrielle
Traitement mécanique des déchets à valeur calorifique	COVT (1)	30 mg/Nm3	
Traitement des DEEE contenant du mercure	Hg	5 µg/Nm3	trimestrielle

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection les résultats de surveillance des émissions atmosphériques de son broyeur canalisées vers un unique point de rejet muni d'une cheminée. Cette dernière est systématiquement effectuée par un organisme extérieur.

Les paramètres analysés sont conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 ; le site n'effectue pas de traitement de D3E qui nécessite le suivi de paramètres supplémentaires.

En termes de fréquence de surveillance, l'arrêté préfectoral du 13/08/2003 qui prescrit une fréquence plus stricte que l'arrêté ministériel pour certains paramètres (comme le Nickel, le cuivre et le plomb dont la fréquence est trimestrielle) est respecté.

En termes de résultats, un dépassement est à noter sur les poussières en mai 2024. L'exploitant explique que la valeur peut être erronée, d'autant plus que le débit du rejet paraît aberrant compte tenu du fait que la cheminée est équipée de deux ventilateurs dont la puissance théorique d'extraction combinée est de 120 000 m3/h alors qu'elle a été mesurée à 145 000 m3/h. Le rapport de surveillance associé ne fournit pas d'éléments d'informations relatives à une quelconque anomalie.

L'inspection a constaté sur place la présence d'équipements visant à réduire les émissions de poussières et correspondant à des MTD. Deux cyclones sont en place ainsi qu'un traitement par voie humide.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection les prochains résultats de surveillance semestrielle, il proposera un plan d'actions en cas de nouveau dépassement sur les poussières.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective